

## L'élection de 2007 et la recomposition des « partis dans l'électorat »

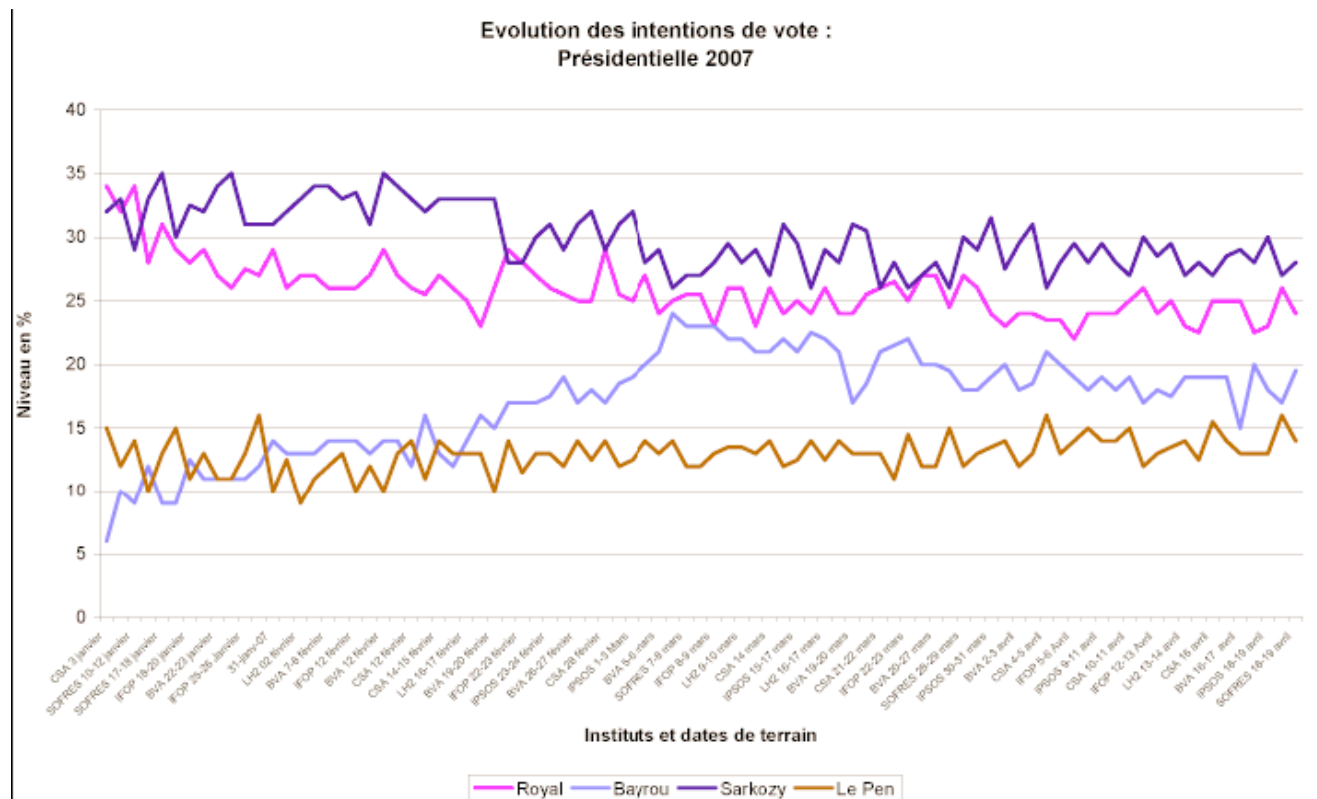
(Version préliminaire, ne pas citer sans la permission de l'auteur)

La présidentielle de 2007 est souvent lue comme un retour à la normale. Plusieurs indices vont dans ce sens. En 2002, les partis de gouvernement ne totalisent que 47% du corps électoral contre 19.5% aux extrêmes et 31% se réfugiant dans la non-décision qu'elle soit abstention, vote blanc ou vote nul. 5 ans et 1 jour plus tard, les partis de gouvernement totalisent 67% du corps électoral, les extrêmes ne comptent plus que pour 15% tandis que l'abstention et les votes blancs et nuls 17.5%. 2007 est donc loin d'être l'écho du coup de tonnerre de 2002.

Au sortir de l'été 2006, 66% des Français se disaient très ou assez intéressés par l'élection présidentielle, un niveau similaire à celui constaté dans le dernier mois de campagne des présidentielles de 1981 et 1988 et déjà de dix points supérieur à celui mesuré à l'aube du 21 avril 2002. Dans la dernière semaine avant le 22 avril 2007, la SOFRES enregistre un record historique sur cet indicateur : 87%. A ce record répond un quasi-record en termes de participation puisque 2007 frôle le niveau historique de 1965. D'ailleurs, en nombre de voix exprimées, jamais aucune élection en France n'avait fait se déplacer autant d'électeurs.

Outre la défaite marquante du Front National qui passe de 16.86% à 10.44% et le recul de l'extrême-gauche c'est surtout la re-bipolarisation des votes qui marque les urnes de 2007 : il faut revenir à l'élection de 1981 pour voir les deux principaux candidats totaliser plus de la moitié des suffrages ; à titre de comparaison Jacques Chirac et Lionel Jospin n'en rassemblaient que 44% en 1995, leurs successeurs en comptent 57% en 2007. Ce « retour au

bercaïl » de l'électorat contraste avec la longue crise de défiance qui avait marqué la France depuis les années 90<sup>1</sup>.



(source Daniel, Boy, Jean Chiche, « les sondages d'intentions de vote présidentiel : janvier à avril 2007 », [http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/analyses/sondages2007\\_ligne.pdf](http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf/analyses/sondages2007_ligne.pdf))

D'ailleurs au-delà des variations de court terme et de la surprise du troisième homme, c'est la remarquable stabilité à moyen terme des intentions de vote lors de la campagne qui marque les esprits. Dès janvier 2007, la domination de Nicolas Sarkozy s'affirme. Quant à Ségolène Royal, une fois la menace Bayrou écartée sa médaille d'argent est quasiment assurée dès la première quinzaine de mars. A posteriori et a première vue l'élection présidentielle de 2007 était donc une des plus prévisibles de l'histoire de la Vème République. D'ailleurs, Gérard

<sup>1</sup> En 1977, selon la SOFRES, 42% des personnes interrogées considéraient que les hommes politiques se préoccupaient très peu ou pratiquement pas de ce pensent les Français, la barre des 60% a été franchi pour la première fois en 1990. En mars 2006 69% des Français pensent toujours ainsi. Voir aussi Etienne Schweisguth, « la dépolitisation en questions », dans Grunberg Gérard, Mayer Nonna et Sniderman Paul (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p. 51-86 et Pierre Bréchon, « Crise de confiance dans les élites politiques », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 47-70.

Grunberg et Florence Haegel en prévoyaient déjà l'issue en questionnant une possible évolution vers le bipartisme<sup>2</sup> du système politique hexagonal, avec le renforcement des organisations partisanes dominantes du champ politique, notamment leur renforcement organisationnel. Autant les partis dans l'électorat restent multiples, autant les partis dans la représentation sont de plus en plus organisés autour du binôme PS / UMP. Surtout, la multiplicité des partis dans l'électorat a grandement décru entre 2002 et 2007 : alors qu'à la présidentielle on comptait encore quatre forces politiques au-delà des 10% de suffrages exprimés, il ne reste plus que l'UMP et Le PS à dépasser cette barre au moment des législatives, le troisième parti, le Modem plafonnant à 7.61%.

Serait-ce que la France est en voie de « michiganisation » ? Après tous les débats autour de la prégnance de l'axe gauche / droite sur la proximité partisane<sup>3</sup>, la France serait-elle eu commencement d'une nouvelle party-centered politics<sup>4</sup>, où les organisations partisanes, et notamment les deux plus fortes parmi elles, verraient leurs racines dans l'électorat se renforcer ? L'hypothèse serait d'autant plausible que les grands acteurs partisans de la scène politique française sont maintenant en place depuis plus d'une vingtaine d'années et que leurs structures ne cessent de se professionnaliser. Ce mouvement de michiganisation irait alors à l'encontre de toutes les évolutions induites par la mobilisation cognitive et la montée du postmatérialisme<sup>5</sup>, vers un électeur de plus en plus autonome, à « qui ont ne l'a fait pas », bref un « électeur conjoncturel » de plus en plus sensible au contexte immédiat d'une élection, aux enjeux au jeu et aux cadrages d'une campagne<sup>6</sup>. Dans quelle mesure l'élection de 2007 fait-

---

<sup>2</sup> Gérard Grunberg, Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ? : la présidentialisation du PS et de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007

<sup>3</sup> Pour un dernier exemple de ce débat commencé avec Roy Pierce et Philip Converse dans les années 60, voir Eric Bélanger, Michael Lewis-Beck, Jean Chiche, Vincent Tiberj, « Party, ideology and the French Voter: dynamics from the 2002 Electoral Panel », *Political Research quarterly*, december 2006

<sup>4</sup> selon l'expression de Martin Wattenberg dans Wattenberg Martin, *The decline of American political parties : 1952-1988*, Cambridge, Harvard University Press, 1990

<sup>5</sup> Voir notamment Russel Dalton, *Citizen politics : public opinion and political parties in advanced industrial democracies*, Chatham, Chatham House, 1988.

<sup>6</sup> Voir Christophe Piar, « images des candidats et enjeux de la campagne » dans Pascal Perrineau (dir.), *Altals électoral : qui vote quoi, où, comment ?*, Paris, Presses de Sciences Po, p.101-106 et Vincent Tiberj, *La*

elle succéder une nouvelle donne politique au « désordre électoral » qui avait marqué 2002 et la période récente ? Est-on bien dans une situation de restructuration, ou bien 2007 n'est-il qu'un événement conjoncturel qui ne change pas sur le long terme le mouvement d'autonomisation des électeurs qui a marqué les années 90 ?

Pour répondre à cette question on tentera de saisir l'élection de 2007 dans le cadre du lien partisan, en rappelant d'abord comment celui-ci a évolué en France entre 1988 et 2004 et ensuite en analysant 2007 aux miroirs de ces évolutions. Le lien partisan est une porte d'entrée particulièrement importante en ce que cette problématique a marqué dans la science politique internationale l'érosion des modèles traditionnels d'explication du vote et leur remplacement par les effets de court terme mais aussi en ce qu'elle permet de mieux comprendre comment le rapport à l'offre politique et au vote est marqué par une nouvelle donne.

### **Les transformations du lien partisan 1988-2004 :**

#### *Partisans anciens et nouveaux*

Si on revient à la première définition historique de l'identification partisane telle qu'elle a été énoncée par l'école de Michigan<sup>7</sup>, c'est une prédisposition stable, un lien affectif à une organisation politique. Ce lien non seulement entraîne un soutien électoral régulier de la part de l'individu, mais ce lien tend à se renforcer avec l'âge, à mesure que l'histoire électorale de l'individu s'allonge. C'est également une grille de lecture du politique permettant à l'individu de se repérer dans le flot d'informations auquel il est confronté. Enfin, c'est un moyen de se mobiliser : à la manière des supporters d'un club sportif, plus les citoyens se sentent proches

---

*crispation hexagonale, France fermée contre « France plurielle », 2001-2007*, Paris, FJJ-Plon, septembre 2007, chapitre 1.

<sup>7</sup> Campbell Angus, Converse Philip, Miller Warren, Stokes Donald, *The American Voter*, New York, Wiley, 1960.

ou s'identifient à une organisation partisanes, plus leurs chances de participer et de s'intéresser au politique s'accroissent.

Du point de vue systémique, l'identification partisane avait plusieurs conséquences. D'abord elle contribuait au soutien des électeurs au système représentatif, par son aspect mobilisateur, sa dimension de simplificateur des alternatives politiques mais aussi de cantonnement à des pratiques conventionnelles de participation politique<sup>8</sup>. C'était aussi un des facteurs permettant une certaine stabilité systémique les partis pouvant compter sur des forces à peu près similaires d'une élection à l'autre. Ensuite pour les partis eux-mêmes, un lien partisan constituait un matelas stable de voix sur lequel s'appuyer, voire un relais d'opinion à même d'élargir l'audience des organisations politiques et donc de leur assurer un certain succès.

L'ère des partis correspond à bien au règne du modèle de Michigan et de ses adaptations aux autres démocraties libérales, les années 50 à 70. Depuis l'électeur aurait changé. Il serait, en particulier, plus hésitant et volatil. Ainsi, aux Etats-Unis, l'hésitation croît régulièrement depuis les années 50<sup>9</sup>, la période de référence de la *party-centered politics* et de l'élaboration du modèle de Michigan. Le vote serait plus mobile, la question des enjeux d'une élection viendrait troubler le vote sur clivages qui a structuré pendant longtemps le système partisan. Avec le développement des médias de masse et l'élévation générale du niveau de diplôme, la fonction de relais et de canal d'information qu'avaient les partis<sup>10</sup> aurait perdu en importance, voire en monopole, les électeurs pouvant s'informer directement et disposant des ressources

---

<sup>8</sup> On ne peut ainsi oublier le rôle tribunicien du PCF en France qui amenait une partie des électeurs communistes dans un bureau de vote plutôt que dans d'autres types de mobilisation politique, ou de non-mobilisation, et donc contribuait à l'ancrage de la démocratie représentative française (Lavau)

<sup>9</sup> Les électeurs ayant fait leur choix dans les 15 derniers jours de la campagne présidentielle étaient 10% en moyenne pour les deux élections d'Eisenhower, ils comptent pour 18,5% dans les années 80 et lors des trois dernières élections près d'un quart de l'électorat américain (source : ANES).

<sup>10</sup> A tel point que Pierre Bourdieu parlait de « choix à deux degrés » : « choix d'un parti politique au sens cette fois d'organisation investie d'une délégation en matière de politique et fournissant une « ligne » politique sur un ensemble de problèmes qu'il contribue à constituer comme politiques et choix des réponses des réponses conformes à la « ligne » définie par ce parti ou délégation à ce parti du soin de répondre » (« questions de politiques », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1978, p. 71). Ce choix tend quasiment à une remise de soi, les citoyens « ordinaires » remettant aux partis non seulement le soin de les défendre (ce qui est une fonction normale de la démocratie représentative) mais aussi le soin de formuler leurs opinions (ce qui est pourtant le rôle normatif du citoyen en démocratie) et constitue un symptôme pour Bourdieu des effets de domination en politique.

cognitives suffisantes pour se faire eux-mêmes leurs opinions. Désormais, ce qui compterait dans les choix électoraux, ne serait plus le soutien du parti à un candidat mais le candidat lui-même, sa personnalité et son programme<sup>11</sup>.

Dans une perspective behavioriste si le lien partisan se distend c'est le signe que l'attitude qui le fondait s'estompe et donc que le parti ne joue plus le rôle qui lui était traditionnellement assigné dans l'étude des comportements politiques. Martin Wattenberg l'explique par la perte de centralité cognitive qu'avaient les partis, véritables pierres angulaires des rapports individuels au politique. Dans cette logique, si la « boîte noire » qui servait à expliquer les comportements des électeurs s'avère déficiente, c'est qu'il en existe une autre plus adéquate (enjeux, candidats, vote « économique »). La France n'échappe pas à ce débat avec le débat autour du nouvel électeur lancé par Philippe Habert et Alain Lancelot<sup>12</sup>, un électeur qui s'affranchirait des carcans idéologiques, ou encore, par exemple, avec la mise en évidence du vote du porte-monnaie<sup>13</sup>, même si ce vote utilitariste n'est pas aussi prégnant que d'aucuns le pensent.

Sniderman et Jackman<sup>14</sup> ont proposé une nouvelle lecture du rôle des partis, en postulant que les élites partisans ont pour rôle de créer pour les électeurs un espace de choix. Plutôt que de laisser l'électeur faire seul son chemin en politique, les élites lui facilitent la tâche en construisant l'enjeu. D'une politique aux contours flous, qui peut être interprétée de plusieurs manières en fonction des valeurs et idées qu'on prend en compte, l'élite simplifie le débat en fournissant des alternatives, elle « prémâche » les politiques proposées à l'assentiment des électeurs. Ainsi la discrimination positive est alors simplifiée par les partis

---

<sup>11</sup> Martin Wattenberg, *The decline of American political parties : 1952-1988*, Cambridge, Harvard University Press, 1990, *The rise of candidate-centered politics : presidential elections of the 1980s*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.

<sup>12</sup> Philippe Habert, Alain Lancelot, « L'émergence d'un nouvel électeur ? » dans Philippe Habert, *Le nouvel électeur*, Paris, Vinci, 1996, p. 21-58

<sup>13</sup> Michael Lewis-Beck, « Le vote du "porte-monnaie" en question », in Daniel Boy, Nonna Mayer, *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p.239-262

<sup>14</sup> Simon Jackman and Paul M. Sniderman, "The Institutional Organization of Choice Spaces: A Political Conception of Political Psychology." In Kristen Monroe (ed.), *Political Psychology*. Mahway, New Jersey: Lawrence Erlbaum, 2002

la reconstruisent en suivant soit le principe de justice sociale soit celui d'égalité entre les étudiants. Ce sont les partis qui sont les principaux fournisseurs de ces constructions d'enjeux<sup>15</sup>. Cette idée trouve sa source dans le travail de Schattschneider<sup>16</sup> qui montrait notamment comment les partis américains simplifiaient les conflits divisant la société.

Naturellement, une des questions que soulève cette théorie est celle du rapport aux partis. De fait les partis deviennent non seulement des fournisseurs de *frames*, de cadres de référence, mais également des marqueurs cognitifs pour les politiques proposées. Les partis servent alors de *clefs* pour les individus, permettant à l'individu de simplifier l'évaluation des politiques simplement par leurs perceptions des partis. Imaginons qu'un parti « adversaire » propose une politique publique, l'électeur a plusieurs choix, plusieurs chemins cognitifs pour l'évaluer : soit tenter de l'analyser en postulant les conséquences, les coûts, soit prendre un raccourci, suivre une heuristique en se fondant sur le parti qui la propose et le lien qu'il entretient avec lui (positif ou négatif, d'intensité forte ou faible) ? Cette conception permet d'envisager d'une autre manière le rapport entre les partis et les nouveaux électeurs.

### *L'électeur conjoncturel face aux partis*

Quand les débats au sein du PS ou de l'UMP tournent autour du changement de « logiciel » idéologique, cette remise à niveau s'applique aussi au système de navigation électoral. L'électorat et ses composantes restent trop souvent vus comme des publics homogènes et captifs, structurés par des liens politiques stables. C'est se tromper sur les évolutions en cours et surtout sur la montée générale d'un électoral conjoncturel, marqué à la fois par l'individualisation du rapport au politique, une fidélité raisonnée à certains segments

---

<sup>15</sup> Pour appuyer leur démonstration, les auteurs ont utilisé une expérience. Ils ont analysé la cohérence des réponses à une question d'enjeu dans trois sous-échantillons ; au premier, aucune « clef » partisane n'était fournie, seul l'enjeu était décrit ; au second groupe l'enjeu était décrit et la position d'un parti était citée ; au troisième groupe, l'enjeu était décrit et les frames fournies par deux partis étaient mentionnées. Pour les citoyens ordinaires, le second groupe était plus cohérent que le premier et moins cohérent que le troisième.

<sup>16</sup> Elmer Schattschneider, *The semisovereign people : a realist's view of democracy in America*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1960, 147 p.

idéologiques de l'offre politique et une relative fluidité tant pour décider de voter ou ne pas voter que pour faire le choix d'un vote.

Il en va ainsi de l'érosion du vote de classe, et surtout du vote populaire en faveur de la gauche<sup>17</sup> qui constitue un excellent exemple de la persistance des grilles de lectures électorales obsolètes et de leur difficulté à appréhender le changement sociopolitique. Quand les partis de gauche s'inquiètent de leur perte de terrain chez les cols bleus, c'est à un modèle fixiste de l'électorat qu'ils se réfèrent, fondé par la longue alliance historique entre le mouvement social et la gauche. Même si aujourd'hui la classe ouvrière dans sa vision unificatrice a été remplacée par l'expression « catégories populaires », une appréhension plus plurielle des individus qu'on y assigne, on attend qu'ils persistent à former un groupe.

Cette représentation récurrente des classes se justifie pourtant de moins en moins. 34% des ouvriers d'aujourd'hui sont nés après 1971 et n'ont connu que la crise économique persistante et le chômage de masse. Les mécanismes de socialisation qui auraient pu faire persister la « culture de classe » sont pour le moins affaiblis. Outre le déclin des instances de socialisation comme les syndicats, comment créer un sentiment d'appartenance à un groupe salarié pour les jeunes quand les contrats de travail se sont précarisés, laissant le salarié plus ou moins seul face à l'entreprise ? Comment créer ce sentiment d'appartenance quand se développe un nomadisme d'entreprise, l'inscription sur le marché du travail ayant désormais de moins en moins de chances de s'effectuer dans une seule structure ? Comment faire perdurer la solidarité d'atelier chez les cols bleus quand les postes auxquels ils sont destinés se sont tertiarisés et isolés ?

Si on applique une vision simplificatrice « dis-moi qui tu es socialement je te dirai qui tu es politiquement » il est donc logique que le comportement de la classe ouvrière se cale de plus en plus sur celui du reste de la société. Comme le montre Florent Gougou en 1974 les

---

<sup>17</sup> Mark Franklin, Thomas Mackie, Henry Valen (ed.), *Electoral change : responses to evolving social and attitudinal structures in Western countries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992



ouvriers se distinguaient de l'ensemble de la société par un *survote* à gauche de 17% plus élevé. L'écart n'était plus que de 8% en 1995 et disparaît en 2002<sup>18</sup>. Le 22 avril 2007, 26% des ouvriers choisissent Nicolas Sarkozy<sup>19</sup>, 25% Ségolène Royal, 16% Jean-Marie Le Pen, 15% François Bayrou. Au total 40% des cols bleus restent à gauche, soit 3.7% de plus que l'ensemble de l'électorat. Mais de là à parler de retour au bercail... La diversification électorale des ouvriers est le produit direct et conjugué du renouvellement générationnel, des transformations du travail ouvrier et l'affaiblissement des instances de cohésion du groupe. Mais ce serait sans compter sur d'autres phénomènes qui touchent l'ensemble de l'électorat, contribuant à le rendre conjoncturel.

Lors des dernières décennies une nouvelle donne électorale s'est constituée progressivement dont on mesure aujourd'hui pleinement l'ampleur. Il y a eu cette prise de distance progressive avec l'offre politique caractérisée par la défiance de l'électorat face aux responsables politiques. Mais Cette crise de confiance n'implique pourtant pas un retrait du politique puisque l'intérêt pour la chose publique fluctue depuis 1978 entre 42% et 54% selon les enquêtes. Derrière la mise en cause des responsables politiques, un autre rapport au politique émerge. C'est à la naissance d'un citoyen critique<sup>20</sup> qu'on assiste. Derrière ce nouvel électeur, c'est le votant automatique qui disparaît, celui qui suivait les consignes du parti en s'en remettant à lui. D'un électorat structurel on passe alors à un électorat conjoncturel. La montée de l'hésitation devant l'acte de voter ou de ne pas voter, ou de choisir un vote particulier n'est pas fortuite. En 1988, 8,5% des personnes interrogées déclaraient avoir choisi leur candidat pendant la campagne et 11% au "dernier moment". En 1995 tout comme en 2002, à la même question, la proportion d'hésitants a plus que doublé.

---

<sup>18</sup> Florent Gougou, « L'éclatement du vote populaire (1965-2002) dans Pascal Perrineau (dir.), *Atlas électoral : qui vote quoi, où, comment ?*, Paris, Presses de Sciences Po, p.82-87.

<sup>19</sup> Source : PEF 2007 CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur.

<sup>20</sup> Pippa Norris (ed.) *Critical Citizens. Global Support for Democratic Government*, Oxford, Oxford University Press, 1999

Autre exemple, la période 2002-2007 démontre combien l'acte de participer est devenu conjoncturel : 2002, record historique d'abstention à une présidentielle, mars 2004 baisse de l'abstention aux régionales de 4 points (de 42% à 38%), juin 2004 abstention record aux européennes (57%), 2005 la constitution européenne est rejetée avec une participation frôlant les 70%, le même niveau qu'en 1992 ; avril 2007 la participation flirte avec le record historique de 1965 ; juin 2007 l'abstention aux législatives s'élève à 40.2%, un niveau jamais atteint auparavant. Les années 90 se caractérisaient par une montée continue de l'abstention<sup>21</sup>, le deuxième quinquennat de Jacques Chirac voit s'exprimer des mouvements contradictoires de mobilisation et de démobilisation. Jamais jusqu'ici le contexte d'une élection n'a autant pesé dans la décision de voter, justifiant pleinement la théorie d'Anne Muxel et Jérôme Jaffré<sup>22</sup> sur les abstentionnistes dans le jeu et les abstentionnistes hors-jeu.

L'électeur conjoncturel se caractérise enfin par un dernier trait : face à l'offre politique, il ne réplique pas les traits du consommateur qui comparerait toutes les marques politiques et n'en exclurait aucune a priori, mais il n'est plus le « fidèle » d'antan, celui qui permettait d'unifier les soutiens d'un parti autour de notion tel que « l'électorat communiste ». Derrière la mesure traditionnelle en sociologie électorale de la proximité partisane, l'image fixiste d'un électorat perdure. Et pourtant cette mesure n'est finalement guère stable et surtout elle prédit de moins en moins le vote. Ainsi, dans le Panel Electoral Français de 2002, seulement 62% des panélistes ont systématiquement donné la même réponse à la question « voici une liste de partis et de mouvements politiques. Pouvez-vous me dire duquel vous sentez le plus proche ou le moins éloigné ? »<sup>23</sup>. Le lien partisan traditionnel s'érode graduellement au moment de l'élection : en 1988, 75% des électeurs votaient pour le candidat

---

<sup>21</sup> Jean Chiche, Dominique Reynié, « La France en dépression électorale », dans SOFRES, *L'état de l'opinion 2002*, Paris, Seuil, 2002, p. 35-82.

<sup>22</sup> Jérôme Jaffré, Anne Muxel, « S'abstenir : hors du jeu ou 'dans le jeu' politique ? dans Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau (dir.), *les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

<sup>23</sup> Jean Chiche, Florence Hagel, Vincent Tiberj, « Erosion et mobilité partisanes », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

à la présidentielle soutenu par le parti dont il se sentait proche, en 2002 ils ne sont plus que 57%. Cette montée de la non-conformité ne sonne pas cependant la fin de l'électeur idéologique ou de son attachement à un camp politique puisque s'il ne choisit pas son « parti préféré », il privilégiera un candidat qui en est proche.

Les « partis dans l'électorat » ont évolué de quatre manières en France<sup>24</sup>. D'abord, on retrouve dans le choix d'un parti, le même phénomène que dans l'explication du vote, l'ancrage social des organisations partisans tend à faire de moins en moins sens, à tel point qu'appartenir à un groupe socioprofessionnel, être d'un âge ou d'un niveau de diplôme particulier s'avère très faiblement explicatif de la proximité partisane. Plus étonnant encore, en termes de valeurs sociopolitiques autant le placement à gauche et à droite restent fortement structurés, autant le choix d'un parti au sein d'un camp s'avère beaucoup moins clivé, autrement dit on assiste à une convergence de valeurs entre les groupes de sympathisants partisans.<sup>25</sup>

De la notion de parti le plus proche, l'électorat se caractérise désormais par une montée de la proximité partisane « par défaut », une proximité par le mouvement politique le moins éloigné. Ce mouvement qui touche dans la période 2002-2007 entre 40% et 44.5% de l'électorat correspond à la montée dans l'électorat d'un électeur à la fois affranchi des structures d'autorité traditionnelle<sup>26</sup> et plus autonome dans ses raisonnements politiques, par la conjonction d'un accès facilité à l'information avec la massification des médias et d'une montée générale du niveau d'études.

Parallèlement à l'érosion du lien partisan positif, c'est à une négativisation du rapport à l'offre politique que l'on assiste. Par exemple entre 1988 et 2004, le nombre d'électeurs qui

---

<sup>24</sup> Vincent Tiberj, « le système partisan comme espace des possibles : le tournant cognitiviste dans l'étude du lien partisan », dans Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, presses de Sciences Po, 2007.

<sup>25</sup> Jean Chiche, Florence Haegel, Vincent Tiberj « La fragmentation partisane », dans Gérard Grunberg, Nonna Mayer, Paul Sniderman (dir.) *La démocratie à l'épreuve : une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

<sup>26</sup> Etienne Schweisguth « la dépolitisation en questions », op. cit.

ne voteraient en aucun cas pour le PS est passé de 12% à 21%. Face au RPR puis à l'UMP la proportion s'élève désormais à 33%, contre 21% 16 ans plus tôt. Le vote se transforme. D'une adhésion au meilleur candidat du point de vue de l'électeur, il se colore graduellement d'un rejet des autres alternatives politiques plus que d'un soutien pur et simple<sup>27</sup>. Au-delà même du choix électoral, les liens partisans négatifs sont d'ailleurs au cœur des cognitions politiques ordinaires des électeurs. Savoir de quel côté on se trouve, ce que permet le lien partisan positif, est parfois aussi utile que de savoir où l'on ne se trouve pas<sup>28</sup>. Pour permettre aux électeurs de se prononcer, clés partisanes négatives et positives participent à égalité

Troisième tendance, le lien partisan des électeurs se caractérise par sa pluralité : désormais ils appréhendent l'offre politique comme un espace des possibles, au sein duquel ils décideront de leur vote. En 2004, 32% des électeurs disposent de deux partis pour lesquels ils peuvent voter et 16% de trois partis. La thèse du déclin partisan doit être réévaluée. Oui, le rapport au parti préféré perd en intensité, voire en pertinence quand il s'agit du vote. Oui, il change de nature, que ce soit avec la montée des leaners aux Etats-Unis ou avec la proximité partisane par défaut en France. Dans ce cadre, parler de « partis sans partisans » comme Martin Wattenberg et Russel Dalton, bien qu'exagéré, peut se justifier. Mais c'est faire que peu de cas de la panoplie des rapports aux partis présents dans l'électorat. Liens positifs et négatifs coexistent dans l'électorat, en France et ailleurs, avec des intensités diverses allant du rejet à l'adhésion. C'est également réduire le rôle que jouent les partis dans l'électorat. Ils sont marqueurs, labels, des candidats et des enjeux, ils sont aussi en charge de structurer le débat et permettre aux électeurs de se faire une opinion sur les questions politiques auxquelles ils ont à

---

<sup>27</sup> Conformément à la théorie énoncée par Helena Catt, *Voting behavior : a radical critique*, New York, Leicester University Press, 1996.

<sup>28</sup> Après tout, dans le flot d'informations politiques auxquelles les électeurs sont confrontés, certaines sont produites par le ou les parti(s) dont ils se sentent proches, d'autres par les organisations auxquelles ils s'opposent, adversaires ou ennemis, et les unes comme les autres ne se répondent pas obligatoirement. Certains enjeux seront mis en avant par un parti A et négligés par un parti B (par exemple l'immigration à long terme était un enjeu de l'extrême-droite). Et, même quand le parti A répond au parti B, Sniderman et Jackman ont démontré que plus le niveau de conflictualité entre les deux locuteurs est fort, plus l'individu est à même de se déterminer, plus il gagne en cohérence dans ces opinions. Simon Jackman and Paul M. Sniderman, "The Institutional Organization of Choice Spaces: A Political Conception of Political Psychology." op. cit.

répondre. De ce point de vue, ils persistent dans le système cognitif des électeurs. Partis sans partisan, peut-être, mais électeurs sans parti, aucunement.

### **2007 : de l'espace des possibles vers le bipartisme ?**

Une première lecture de 2007 pourrait envisager cette élection comme la fin d'une ère de désordre électoral, ce qui en ferait une des élections de rupture théorisée par Pierre Martin<sup>29</sup>. Ainsi semblent se dessiner des réalignements possibles autour de nouveaux clivages, comme l'indique d'ailleurs la place grandissante qu'ont prises les questions autour de l'islam, de l'immigration et de l'insécurité dans les votes du premier et du second tour<sup>30</sup>. L'électeur conjoncturel ne serait alors pas le produit d'une nouvelle donne fondée sur les transformations sociales et éducationnelles qu'a connu la France, mais aussi et avant tout le résultat d'un décalage de plus court terme entre l'électorat et l'offre politique. L'électeur conjoncturel doit-il sa création à l'infrastructure ou à la conjoncture ? Après tout, si les votes protestataires aux extrêmes ont diminué, c'est peut-être aussi parce que les deux grands candidats ont su recréer du clivage là où leurs prédécesseurs avaient tendance à le brouiller<sup>31</sup>. Si le FN n'a pas été le parti-flash auquel certains le destinaient, c'est qu'il avait su politiser des enjeux non pris en compte par les autres composantes de l'offre et su rassembler autour d'un programme, bref de créer du lien. S'il s'est érodé à la présidentielle et s'est écroulé aux législatives, la posture de campagne du nouveau président y est pour quelque chose.

---

<sup>29</sup> Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales : la théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000

<sup>30</sup> Voir Etienne Schweisguth, « le trompe-l'oeil de la droitisation », *Revue française de Science Politique*, vol. 57 n°3, juin. 2007 pp. 393-410, Guy Michelat, Vincent Tiberj, « gauche, centre, droite et vote : permanence et mutation d'une opposition », *Revue Française de Science Politique*, vol. 57, n°3, juin 2007, pp. 369-392, Vincent Tiberj, *La crispation hexagonale*, op. cit.

<sup>31</sup> Rappelons qu'en 2002 près de 2 électeurs sur trois ne voyaient pas de différence entre Lionel Jospin et Jacques Chirac sur au moins un des secteurs suivants : l'avenir des retraites, le dialogue social, les entreprises publiques, l'insécurité.

Mais, dans quelle mesure 2007 n'est-elle pas une élection particulière où l'électeur conjoncturel s'est muselé ? Après tout le souvenir de 2002 est resté dans les têtes et particulièrement dans celles des électeurs de gauche. A la veille du 1<sup>er</sup> tour, 31% des personnes interrogées dans le Panel Electoral Français considéraient que la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour était certaine ou probable et seulement 27% l'excluaient. Il y a donc fort à parier que le retour vers les deux grands candidats ne soit pas que structurel mais également conjoncturel, autrement dit que la dispersion des voix et des choix partisans n'aient pas disparu avec la fin de la présidence Chirac.

### *Reste-t-il un espace des possibles en 2007 ?*

Même relativement prévisible l'élection présidentielle de 2007 n'a pas marqué la fin de l'électeur conjoncturel. Il suffit pour s'en convaincre de mettre bout à bout plusieurs éléments. Il en va ainsi de l'hésitation face au vote. D'abord 22% des électeurs disent dans l'enquête postélectorale du CEVIPOF avoir hésité jusqu'au dernier moment, soit une proportion qui reste 2 fois plus importante qu'en 1988 et reste similaire à celles constatées en 1995 et 2002. La campagne a beau avoir été plus longue qu'en 2002 et surtout avoir plus intéressé le public les choix ne se sont cristallisés plus vite<sup>32</sup>. Ensuite à la question posée dans les 15 jours précédents le 22 avril, « parmi les candidats suivants à la prochaine élection présidentielle, quels sont ceux pour lesquels vous pourriez voter ? », ils ne sont que 12% à n'en citer aucun, 34% à n'en citer qu'un, soit bien moins que les proportions cumulées d'électeurs qui en citent deux (27.5%) ou trois (16%). Cet espace des possibles des candidats n'est pas une affaire de compétence politique<sup>33</sup>. Electeurs ordinaires et sophistiqués se distinguent de deux manières face à l'espace des possibles des candidats : les pas du tout intéressés sont 27.5% à ne citaient aucun candidat -marquant ainsi encore la présence dans l'électorat d'une défiance en bloc à

---

<sup>32</sup> Bruno Cautrès, Anne Jadot, X

<sup>33</sup> Une simple analyse de variance multivariée utilisant le sexe, l'âge, le diplôme et l'intérêt politique n'aboutit à une part de variance expliquée que de 4%.

l'égard de la et des politique(s)- contre 4% chez les très intéressés, mais quand l'espace des possibles compte 2 ou 3 candidats on retrouve 49% des très intéressés et 32% des pas du tout intéressés.

Même après la victoire de Nicolas Sarkozy la mesure de l'espace des possibles partisans démontre sa résistance : en moyenne sur les 7 partis formant la liste des réponses possibles à la question « dans cette liste dites moi pour quels partis vous pourriez voter ? », 2.21 partis sont cités. La part de multipartisans est d'ailleurs plus importante que pour l'espace des possibles des candidats, alors même que 16 candidats auraient du statistiquement induire une plus grande volatilité : 43% de l'électorat citent deux partis, 22% trois et 8% quatre. La part des monpartisans n'est que de 21% (soit 13 points de moins que pour les soutiens à une seule candidature).

Par rapport à l'espace des possibles des candidats, l'espace des possibles partisans fonctionne suivant une logique similaire quand il s'agit de la compétence politique. Premièrement, les « pas du tout intéressés » citent plus souvent aucun parti que les citoyens les plus intéressés (9% contre 1%) mais les premiers semblent plus à même de se repérer dans l'espace partisan que dans celui des candidatures : ainsi la proportion d'aucune citation est divisée par 2.5 dans le cas des partis par rapport aux candidats. Deuxièmement l'intérêt politique va de paire avec l'accroissement de l'espace des possibles : parmi les très intéressés 41% citent deux partis, 25.5% trois partis et 9% quatre partis contre respectivement 39%, 11.5% et 4% parmi les pas du tout intéressés. L'intérêt pour la politique voit donc son incidence sur le lien partisan évoluer : alors que pendant longtemps il a souligné l'accord des individus intéressés avec les règles du jeu politique et, par conséquent, correspondu à un lien partisan particulièrement intense<sup>34</sup> ; aujourd'hui il semble favoriser le nomadisme partisan. D'ailleurs une des variables sociologiques qui pèsent le plus sur l'espace des possibles partisans est l'âge. Conformément

---

<sup>34</sup> Gérard Grunberg, « Sondages et participation politique », dans Badie Bertrand, Perrineau Pascal (dir.), *Le citoyen*, Paris, Presses de la FNSP, 2000, p. 165-182

aux résultats de l'école de Michigan, le lien partisan se renforce avec l'âge. C'est toujours le cas notamment chez les plus de 65 ans qui s'avèrent les plus monopartisans (29.5% contre 16% chez les 18-24 ans et 19% chez les 25-34 ans). De plus ils sont également en moyenne ceux qui disposent de l'espace partisan le moins large : ils citent 1.95 partis en moyenne contre entre 2.29 et 2.32 pour toutes les autres classes d'âge<sup>35</sup>.

*Espace des possibles partisans et positionnement politique :*

En termes d'espace des possibles on constate une évolution par rapport à la situation mesurée en 2004. Difficile de comparer termes à termes entre l'European Electoral Study de 2004 et l'enquête postélectorale du CEVIPOF puisque en 2004 il était demandé aux personnes interrogées de donner pour chacun des partis une probabilité de voter allant de 1 à 10 alors qu'ici on teste les possibilités de voter selon une logique de cité / pas cité. Néanmoins, alors qu'en 2004, on constatait une forte connexion entre espace des possibles et cohérence gauche / droite, en 2007 cette connexion apparaît moins forte. En 2004 quand l'espace des possibles compte 2 partis dans 88% des cas ils appartiennent au même camp, en 2007 cette proportion n'est plus que de 67%. Quand l'espace des possibles comptait 3 organisations la cohérence gauche / droite était encore le lot de 62% des individus concernés, en 2007 ils ne sont plus que 28% à être dans ce cas. Cela s'explique notamment par le trouble-fête UDF-Modem qui en termes de vote potentiel a non seulement fortement progressé (42% soit à peine 6 points de moins que l'UMP et 8 points de moins par rapport au PS) mais surtout est cité par 48% des électeurs dont l'espace des possibles comptent 2 partis et franchit la ligne traditionnelle du clivage gauche / droite et par 78% des électeurs dont l'espace compte 3 partis et franchit les lignes. François Bayrou a donc potentiellement réussi son pari de créer un parti ni de gauche ni de droite. Mais du potentiel à la confirmation il lui reste à transformer l'essai du 22 avril,

---

<sup>35</sup> La différence de moyenne est significative par t-test au seuil 0.001.



faute de quoi il pourrait arriver à son mouvement ce qui est arrivé aux verts. Ceux-ci étaient le 2<sup>ème</sup> parti en termes de potentiel électoral en 2004, ils talonnent encore l'UDF en 2007 en recueillant 38% de mentions dans l'espace des possibles (-4 par rapport au mouvement centriste) mais leurs scores électoraux sont loin de transformer leur potentiel en voix réelles.

	LO/LCR	PCF	PS	Les Verts	UDF	UMP	FN
exg	<b>52</b>	32	<u>58</u>	46	14	17	13
pcf	39	<b>96</b>	<u>75</u>	38	16	5	8
ps et alliés	21	24	<b>95</b>	<u>50</u>	35	11	2
verts	22	17	<u>61</u>	<b>96</b>	30	16	6
UDF	6	5	47	31	<b>93</b>	<u>57</u>	3
UMP	2	2	20	21	<u>56</u>	<b>95</b>	16
FN	6	10	12	25	20	<u>58</u>	<b>93</b>
autres	11	14	40	53	31	47	21
Sans	12	11	42	37	30	40	14
Ensemble	14	15	50	38	42	48	12

Quand on analyse l'espace des possibles par proximité partisane on comprend mieux les logiques à l'œuvre dans la relation au système partisan qu'entretiennent les électeurs et surtout les reconfigurations en cours. D'abord, alors qu'en 2004 le clivage gauche / droite structurait l'espace des possibles, aujourd'hui gauche et droite forment un continuum, notamment quand on prend en compte les potentialités de vote pour l'UDF. Qu'un tiers des proches du PS ou des verts mettent l'UDF dans leurs votes possibles dénote bien que le centre n'est plus un tabou politique à gauche. Mais il en va aussi du centre lui-même. D'abord les partisans de l'UDF s'autonomisent progressivement de l'UMP. Que le parti du président ne soit plus mentionné que par 57% des centristes démontre tout au moins une prise de distance avec l'alliance de gouvernement traditionnel de leur parti préféré. En revanche le PS voit sa cote progresser chez les centristes puisque 47% le citent dans leur espace des possibles (soit 10 points de moins que l'UMP). En 2004, les centristes faisaient pourtant un choix beaucoup plus clair puisque la probabilité de voter pour l'UMP était en moyenne de 6.7/10 alors que le PS ne recueillait qu'une probabilité de 3.2/10. Autrement dit c'est à un rapprochement

électoral qu'on assiste et dont on a pu voir les prémises le 6 mai et surtout le 17 juin 2007. D'ailleurs ces prémises s'ancrent sur des valeurs communes notamment face à la société ouverte et vont de paire avec la reconfiguration de l'opposition gauche / droite autour de l'ancien second axe de valeurs<sup>36</sup>.

Nicolas Sarkozy peut perdre sur sa gauche mais gagne sur sa droite. L'échappée du lepénisme vers le sarkozysme a été amplement commentée<sup>37</sup>, mais elle s'étend également au cœur de l'électorat Le Pen, c'est-à-dire les fidèles qui désignent le FN comme parti préféré (et qui d'ailleurs lui sont restés fidèles le 22 avril). Clairement l'espace des possibles des sympathisants frontistes tend désormais fortement vers la droite plutôt que de rester dans l'isolement de la tripartition électorale. On compte autant de sympathisants UDF citant l'UMP dans leurs espaces des possibles que de sympathisants FN (58% et 57%) mais alors que les premiers tendent aussi vers le PS à 47%, les seconds ne sont plus que 12% à faire de même. Nicolas Sarkozy a donc bien réussi son aggiornamento idéologique, en finissant, semble-t-il, avec la variable Le Pen qui avait tant handicapé la droite du temps où elle était chiraquienne. Quant à la gauche, l'espace des possibles dénote à la fois son unité et ses divisions internes. Pour ce qui est de l'unité, on constate combien le PS profite de son rôle de parti dominant et du système électoral français qui le place généralement comme dernier représentant de la gauche au second tour. Ainsi, comme l'UMP voire plus que l'UMP il est mentionné par une large majorité des sympathisants des organisations qui l'entourent : 75% des sympathisants communistes le citent comme vote possible (marquant en cela la perpétuation dans l'électorat

---

<sup>36</sup> L'UDF a fait beaucoup de chemin depuis l'union avec les gaullistes des années 80, il en va de même de son électorat. Ainsi entre l'électorat Barre et l'électorat Chirac de 1988, il y avait presque homologie idéologique sur les libéralisme économique et culturel : 3.5 points de différence sur les opinions à l'égard des privatisations ou du nombre des immigrés, alors qu'avec l'électorat Mitterrand les différences se chiffraient à 29.5 points sur la première et 17 points sur la seconde. A l'époque le centre était bien de droite. En 2007, sur le libéralisme économique l'électorat Bayrou se situe dans un entre-deux mais sur le libéralisme culturel il est clairement plus proche des positions socialistes : on compte 32 points d'écart avec l'électorat Sarkozy contre 10 points d'écart avec l'électorat Royal. Dès lors, si le libéralisme culturel devenait le clivage princeps de la vie politique française, le MODEM pourrait bien rejoindre la « gauche plurielle ».

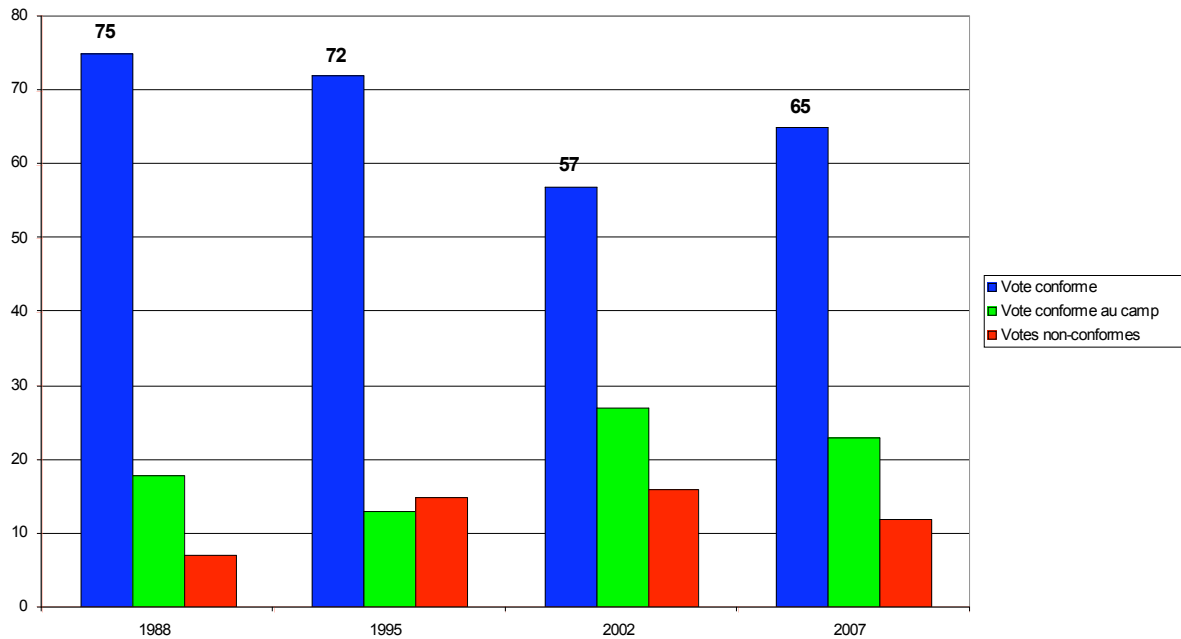
<sup>37</sup> Nonna Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue Française de Science Politique*, vol. 57, n°3, juin 2007,

de l'alliance forgée dans les années 70), c'est aussi le cas de 61% des Verts et 58% des partisans de l'extrême gauche. On l'avait déjà remarqué en 2004, mais l'électorat socialiste ne rend pas la pareille puisque seuls les verts recueillent un score honorable de votes possibles (50%) et semblent préférer l'UDF à la gauche de la gauche (35% contre 21% à LO ou la LCR et 24% au PCF). On retrouve finalement parmi les sympathisants socialistes les tensions exprimées par les leaders socialistes à l'égard du futur système d'alliance à construire. Un dernier point concerne la gauche de la gauche : la dynamique d'union induite par le non au référendum semble s'être dissipée parmi ses sympathisants en ce que les proches du PCF ou de l'extrême gauche s'avèrent plus enclins à voter PS qu'à se reporter sur une autre composante de la gauche de la gauche. En cela la possibilité de créer un deuxième pôle antilibéral à gauche semble être une tâche tout aussi compliquée pour les élites partisanes que pour leurs électeurs.

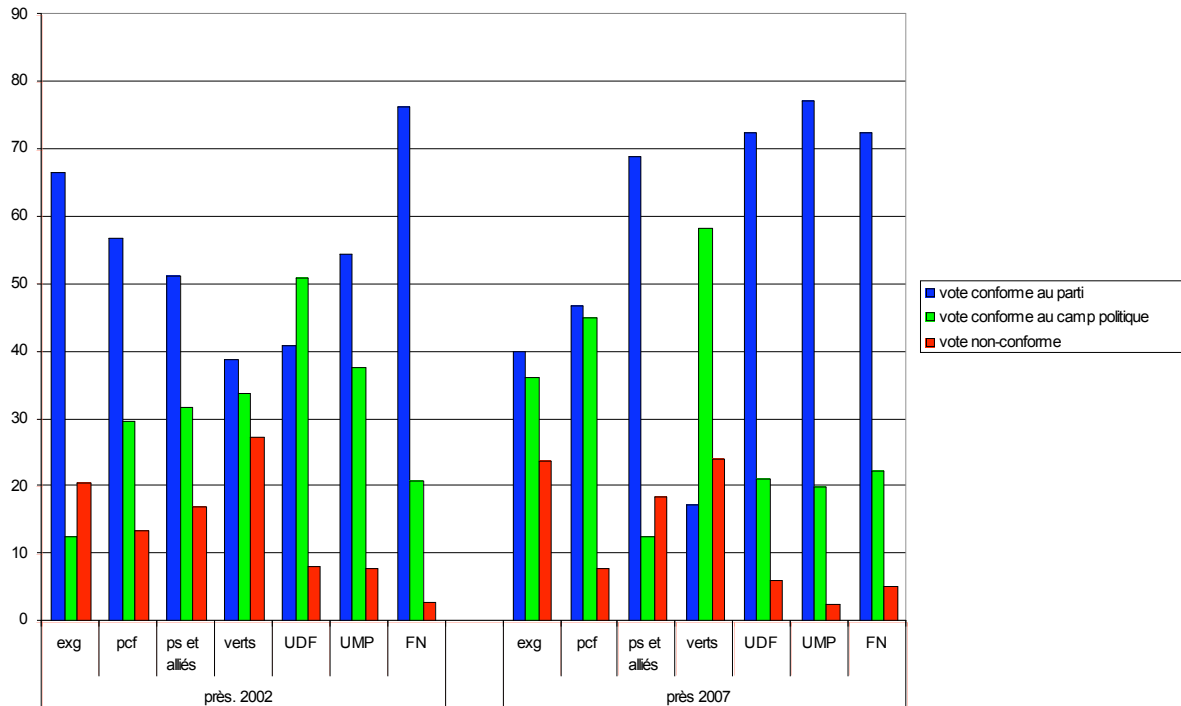
*Espace des possibles et vote au 1<sup>er</sup> tour :*

Une des manières d'analyser 2007 dans sa dimension partisane est de mesurer la part des votes qui peuvent s'expliquer par la proximité partisane. Comme on l'a vu précédemment elle n'a cessé de décroître entre 1988 et 2002, laissant des doutes quant à l'implication qu'avait cette préférence dans la décision électorale.. A cette érosion des déterminants classiques du vote en France correspond aussi celle où le vote protestataire culmine mais également qu'apparaissent dans la science politique française les problématiques des votes sur enjeux et des votes centrés sur la personnalité des candidats.

### La conformité partisane des votes



2007 replacé dans le temps moyen des séries CEVIPOF marque certes un retour en grâce de la proximité partisane puisque par rapport à 2002, la conformité partisane des votes progresse de 8 points mais elle s'avère largement inférieure au niveau mesuré en 1988 (-10 points). Incontestablement, le retour partisan à la normale est entravé par d'autres logiques. C'est ce que nous apprend d'ailleurs l'étude de la conformité comparée par proximité partisane entre les présidentielles de 2002 et 2007.



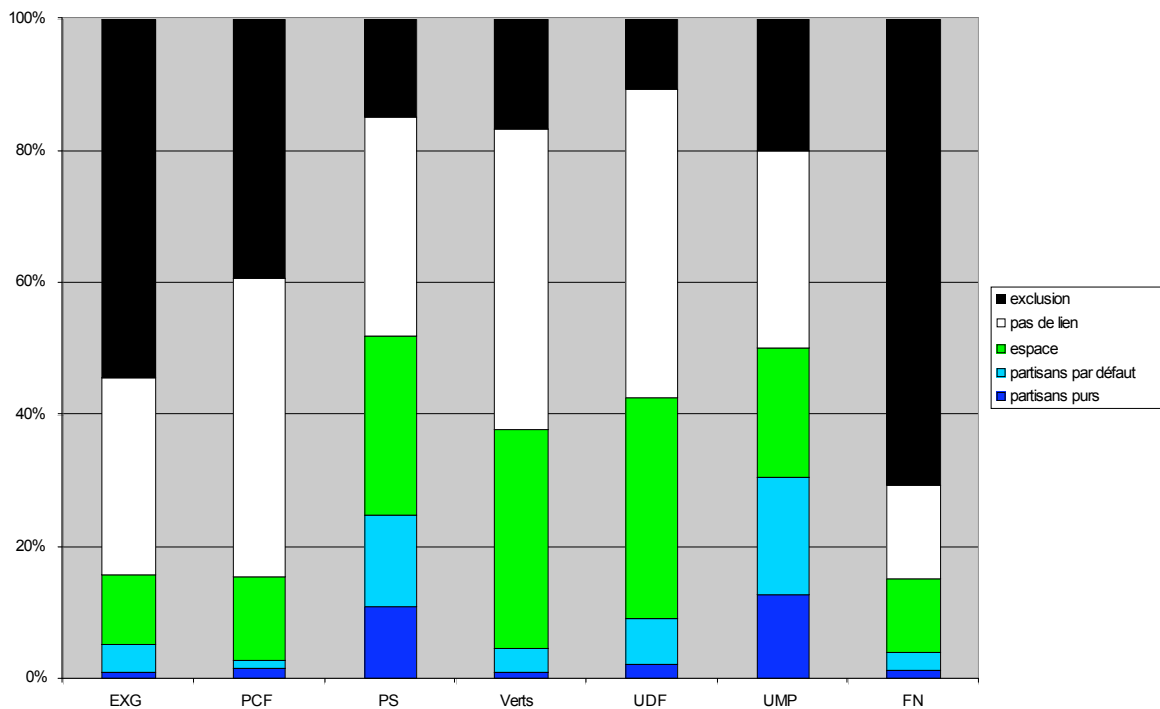
2002 est une élection centrifuge tandis que 2007 est une élection doublement centripète : la première a connu des mouvements électoraux des partis de gouvernement vers les extrêmes, alors que le 22 avril marque un vote des extrêmes vers les candidats UMP et PS et un mouvement de certains socialistes et post-gaullistes vers François Bayrou. Cela se ressent sur la conformité partisane des votes. En 2002, les électorats les plus conformes dans leur choix étaient d'une part le FN et d'autre part l'extrême-gauche. On se souvient de la dispersion des voix socialistes, près d'un sympathisant sur deux ayant porté son choix sur une autre candidature que celle de Lionel Jospin. Cette non-conformité se retrouvait également au RPR (futur UMP) et surtout à l'UDF (à peine 41% de conformité). 2007 voit des mouvements opposés face à la conformité partisane des votes s'exprimer : les grands partis gagnent en structuration tandis que les petits partis perdent en conformité. Ainsi l'UMP voit ses partisans faire le choix de son candidat à 77% (contre 54% en 2002). Pour le PS le même phénomène touche 73% de ses sympathisants (contre 52% en 2002). Quant à l'UDF elle passe d'une conformité de 41% à 77%. En revanche, à l'exception du FN qui ne voit que marginalement son taux de conformité s'éroder (3 points), les autres partis s'écroulent avec des baisses de

conformité allant de 10 points pour les communistes à 22 points pour les verts. Ces différences peuvent s'expliquer par l'intensité du lien partisan mais cette explication s'avère insuffisante. Les sympathisants verts comme ceux de l'extrême gauche se caractérisent par un lien faible (24% et 19% de très proches) en comparaison avec les sympathisants communistes (52.5%). Mais comment alors expliquer 1) la différence de conformité avec les sympathisants socialistes (43% de très ou assez proches) et surtout avec ceux de l'UDF (25%) ? ; 2) la persistance des différences de conformité parmi les fortement partisans ? Seulement 32% des très ou assez proches des verts restent conformes, il en va de même pour 42% des proches de l'extrême-gauche, 60% des proches du PCF et 80% des proches du PS.

Derrière ces variations plusieurs éléments d'explication doivent être avancés. D'abord il y a bien un effet 2007, dû au contexte de la présidentielle et notamment le souvenir du 21 avril 2002. D'ailleurs que les verts, le PCF et, dans une moindre mesure, l'extrême-gauche aient repris des couleurs aux législatives, même pâles, appuie ce point. En conséquence c'est plus à une bi-partisane de circonstance qu'on a assisté en 2007. Ensuite, les espaces des possibles dénotent bien que le ralliement derrière les deux futurs finalistes n'augurent aucunement de la fin du nomadisme électoral : ni le PS ni l'UMP ne sont dans le cas où leur électoral fait définitivement le choix exclusif de les suivre, autrement dit l'électeur conjoncturel existe toujours et peut revenir à des comportements électoraux pré-22 avril.

D'ailleurs en cumulant l'ensemble des questions mesurant le lien partisan dans l'enquête post-électorale du CEVIPOF on peut évaluer la force et la faiblesse électorale de chacun des protagonistes de l'élection présidentielle ainsi que des différents partis : pour cela on a identifié pour chacun des grands partis trois types de lien positif (les partisans purs qui s'en disent très ou assez proches, les partisans par défaut qui s'en disent peu ou pas du tout proches, et les électeurs d'espace qui mentionne le parti dans leur espace), les apathiques à

l'égard du parti (ni cité dans l'espace ni exclue) et le lien négatif caractérisé par l'exclusion de vote.



Quand on analyse le rapport de l'électorat aux différentes composantes de l'offre politique française on remarque combien le sort électoral de chacun est finalement hasardeux. Le PS et l'UMP dispose d'un noyau dur électoral relativement stable supérieur à 20%. Mais outre que certains de ses partisans leur ont fait défaut dans le passé, la barre des 50% ne peut être qu'atteinte par l'adjonction des électeurs qui les placent dans leur espace des possibles et, par au moins une partie des électeurs apathiques à leur égard. On constate à la fois combien leur statut de parti pivot est incontestable et combien leurs résultats électoraux peuvent être affectés pour peu que les électeurs fassent le choix d'une autre composante de l'offre électorale. Ici est donc confirmé la résistance de l'électeur conjoncturel. On remarque également combien le sort de l'UDF n'est pas scellé bien au contraire, puisque pour atteindre le score de son président à la présidentielle c'est dans les électeurs « d'espace » qu'il faut percer. On comprend ainsi mieux les variations de résultats électoraux entre la présidentielle et les législatives. On peut encore une fois remarquer combien les verts sont incapables de

convertir leur potentiel électoral en voix, malgré une situation similaire au Modem, les résultats sont bien différents. Enfin, on peut noter combien le potentiel de progression est faible pour le FN, l'extrême gauche et le PCF. Même si ce dernier est moins rejeté que les deux autres par l'électorat il n'en reste pas moins que son noyau dur de proches est le plus faible et l'indifférence qu'il suscite la plus forte.

### **Conclusion :**

Les « partis dans l'électorat » n'ont finalement été affectés qu'à la marge par les scrutins de 2007 et leurs résultats. Ni le PS ni l'UMP ne sont à l'abri d'une échappée des électeurs qui les ont soutenu au printemps vers d'autres composantes de l'offre politique à l'avenir. En cela l'électeur est et restera conjoncturel. Il a été écrit, notamment par Pierre Martin que 2007 pourrait constituer le moment où un nouveau clivage va se structurer. D'un point de vue de systèmes de valeurs et de leur incidence sur le vote nous souscrivons à cette hypothèse, à ceci près que la sensibilité des électeurs à la conjoncture des élections va rendre moins évident la reproduction exacte de 2007, d'abord en fonction de l'agenda des campagnes à venir mais aussi en fonction des reconfigurations des liens partisans qui caractérisent désormais le corps électoral. Le système politique français n'en a pas fini des variations de scores électoraux et de l'hésitation de ces électeurs. Le nomadisme partisan va continuer d'habiter les urnes.